



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Rambouillet
Division Achats Publics**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

DAF_2025_000483

SÉLECTION DES CANDIDATURES RELATIF À LA

**Fourniture de tentes tactiques et de poêles de chauffage pour soutenir les unités
dans le combat en zone froide et grand froid**

**ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE
AVEC MINIMUM ET AVEC UN MAXIMUM FIXÉ EN QUANTITE**

En application du livre 1 de la deuxième partie du code de la commande publique et du CCAG/MI.

Procédure de passation :

Procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 1er alinéa du code de la commande publique.

Date limite de réception des candidatures :

Mardi 05 Aout 2025 à 15H00

Pour tout renseignement, d'ordre administratif, technique ou financier, veuillez-vous adresser à la PFC Rambouillet uniquement via la Plate-forme des Achats de l'Etat www.marches-publics.gouv.fr en indiquant le numéro de dossier suivant : **DAF_2025_000483**.

Compte tenu des nombreux dysfonctionnements impactant PLACE, il est fortement recommandé aux soumissionnaires de transmettre une copie de sauvegarde sur support électronique (clé USB) comme cela est prévu dans le présent règlement de la consultation.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE	3
ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CHOIX DE LA PROCÉDURE ET MODALITÉS DE SÉLECTION DES CANDIDATS	5
3.1 Procédure appliquée.....	5
3.2 Modalités de sélection des candidatures	5
ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF À LA CANDIDATURE	6
4.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)	6
4.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)	7
ARTICLE 5 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES	8
6.1 Transmission des candidatures par voie électronique	8
6.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli	8
6.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde.....	8
ARTICLE 7 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE.....	9
7.1 Candidatures présentées par un groupement d'entreprise	9
7.2 Dispositions relatives aux sous-traitants.....	9
ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
ARTICLE 9 - CHOIX DES CANDIDATS INVITÉS A DÉPOSER UNE OFFRE	10
ARTICLE 10 - PROCÉDURE DE RECOURS.....	10
10.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS.....	10
10.2 SERVICE AUPRÈS DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS	10

ANNEXES

ANNEXE 1 : NTIM_SCA-4520-0004 ;

ANNEXE 2 : NTIM_SCA-8340-0018.

ARTICLE 1 - ARTICLE LIMINAIRE

Conformément au règlement du Conseil de l'Union Européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022 relatif aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, la présente consultation n'est pas ouverte à un candidat établi sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire.

La même restriction est applicable à un candidat qui recourt à un sous-traitant et/ou à un fournisseur implanté sur le territoire russe ou détenu à plus de 50% par une entité établie sur ce territoire, si le montant des prestations représente plus de 10% de la valeur du marché.

Toute candidature ne satisfaisant pas à ce règlement sera rejetée.

En application de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte d'utiliser le document unique de marché européen (DUME).

Remarques :

- les candidatures n'ont pas à être signées lors de leur dépôt.
- le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve en cours de validité que l'acheteur peut obtenir directement par le biais de l'espace de stockage numérique PLACE (fiche fournisseur / coffre-fort électronique de l'entreprise) ;
- conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la Fourniture de tentes tactiques équipées d'un poêle pour soutenir les unités dans le combat en zone froide et grand froid.

La procédure est allotie par catégorie d'articles :

- **lot 1 : tentes de l'avant pour zone froide et grand froid – 10 Hommes ;**
- **lot 2 : poêle de chauffage à carburéacteur diesel pour tente de l'avant ZF/GF - 10Hommes.**

Elle est passée suivant une procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 1^{er} alinéas du code de la commande publique.

Elle doit conduire à la conclusion d'un **accord-cadre mono-attributaire à bons de commande par lot**, avec **minimum et un maximum fixés en quantités** d'une **durée de 48 mois** à compter de sa date de notification.

Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics industriels (CCAG/MI) est applicable aux accords-cadres issus de la présente procédure.

Encadrement des marchés

	LOT 1	LOT 2
	Tente de l'avant ZF/GF 10H	Poêle de chauffage pour tente
Quantité minimum sur 4 ans	600	600
Quantité maximum sur 4 ans	2 400	2 400

L'atteinte du maximum quantitatif fixé au titre de l'accord-cadre entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité de celui-ci, même si la durée fixée au titre de l'accord-cadre concerné n'est pas atteinte.

Les accords-cadres seront exécutés par l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins de l'acheteur dans les conditions fixées aux articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Descriptions des articles

Pour chaque article, les spécifications techniques figurent dans les notices techniques interarmées matériel (NTIM) suivantes :

Désignation des articles	Notice Technique (NTIM)
tente de l'avant pour zone froide et grand froid – 10 Hommes	NTIM SCA-8340-0018
poêle de chauffage à carburéacteur diesel pour tente de l'avant ZF/GF - 10Hommes.	NTIM SCA-4520-0004

Indications au sujet du dossier de l'offre qui sera à transmettre par les candidats retenus * :

A l'issue de la phase d'analyse des candidatures, les candidats retenus par l'acheteur seront invités à soumissionner. A ce titre, il leur sera transmis un dossier de consultation qui précisera les clauses administratives et techniques particulières de l'accord-cadre et les modalités pratiques de dépôt des offres initiales et de conduite des négociations.

Les candidats sont informés qu'il sera demandé au titre de l'offre la production d'une **quantité de 5 échantillons par lot** auquel le candidat souhaite soumissionner. Ces échantillons sont destinés à la réalisation de tests. Une prime de dédommagement par article sera prévue.

Ces tests consisteront notamment à des essais dynamiques sur le terrain et des essais techniques en chambre climatique.

PROTOCOLE ESSAIS EN CHAMBRE CLIMATIQUE DE LA TENTE ZF/GF 10H *

Essais en soufflerie thermique

- 1) Baisse de la température de la chambre climatique à (-32°C).
- 2) La tente est déployée dans la chambre climatique.
- 3) Un chauffage mobile de puissance 4kW environ est installé dans la tente.
- 4) Installation des capteurs de températures à l'extérieur et à l'intérieur de la tente.
- 5) Attente homogénéisation de la température intérieure de la tente à (-32°C) (porte tente ouverte).
- 6) Fermeture accès de la tente et mise en service du chauffage.
- 7) Mesure et enregistrement du temps pour atteindre une température homogène de 10°C à l'intérieur de la tente (aux 4 points les plus éloignés du centre).
Mesure et enregistrement de l'évolution de la température à l'extérieur et à l'intérieur de la tente (au centre et aux 4 points les plus éloignés du centre).
- 8) Mesure et enregistrement du temps pour atteindre une température homogène de 14°C à l'intérieur de la tente (aux 4 points les plus éloignés du centre).
Mesure et enregistrement de l'évolution de la température à l'extérieur et à l'intérieur de la tente (au centre et aux 4 points les plus éloignés du centre).
- 9) Mesure et enregistrement de l'évolution de la température à l'extérieur et à l'intérieur de la tente avec la vitesse du vent (20 et 50 km/h).
- 10) Résistance et comportement de la tente à la neige (jusqu'à 40 kg/m2) à température adaptée à la production de neige artificielle.

Essais en soufflerie climatique

- 1) La tente est déployée dans la soufflerie climatique.
- 2) Résistance et comportement de la tente à un vent continu de 20 km/h pendant 15 minutes.
- 3) Résistance et comportement de la tente à un vent continu de 50 km/h pendant 15 minutes.
- 4) Résistance et comportement de la tente à un vent continu de 80 km/h pendant 15 minutes.

PROTOCOLE ESSAIS EN CHAMBRE CLIMATIQUE DU POÊLE *

Essais en soufflerie thermique

- 1) Une tente est déployée dans la chambre climatique.
- 2) Installation des capteurs de températures à l'intérieur et à l'extérieur de la tente.
- 3) Baisse de la température de la chambre climatique à (-32°C).
- 4) Attente homogénéisation de la température intérieure de la tente à (-32°C) (porte tente ouverte).
- 5) Début des essais du poêle : Installation du poêle à l'intérieur de la tente.
- 6) Stabilisation de la température intérieure de la tente (porte fermée).
- 7) Raccordement du carburant
- 8) Démarrage et mise en fonctionnement du poêle.
Mesure et enregistrement du temps pour atteindre une température homogène de 10°C à l'intérieur de la tente (au centre et aux 4 points les plus éloignés du centre).
Mesure et enregistrement de l'évolution de la température à l'extérieur et à l'intérieur de la tente, depuis le démarrage du poêle jusqu'à 1 heure après homogénéisation de la température à 10°C
- 9) Evaluation de la consommation et de l'autonomie du poêle

Essais en soufflerie climatique

- 1) Une tente est déployée dans la soufflerie climatique.
- 2) Résistance et comportement de la cheminée du poêle au vent (vent continu de 80 km/h).

ARTICLE 3 - CHOIX DE LA PROCÉDURE ET MODALITÉS DE SÉLECTION DES CANDIDATS

3.1 Procédure appliquée

La présente consultation est passée selon une procédure avec négociation, publicité préalable et mise en concurrence.

Conformément à l'article R. 2161-7, l'acheteur négocie avec tous les soumissionnaires, dont la candidature a été retenue, leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales.

Il peut toutefois attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les exigences minimales et les critères d'attributions ne peuvent faire l'objet de négociations.

3.2 Modalités de sélection des candidatures

L'acheteur vérifie que l'ensemble des documents demandés au titre de l'article 4 du présent règlement de consultation ont été transmis et sont recevables.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7, l'acheteur examinera les capacités économiques, financières, techniques et professionnelles et moyens humains qui seront mises en œuvre en cas d'attribution du marché. Les références au cours des trois (3) dernières années seront également analysées. Il s'agit d'examiner la cohérence des moyens présentés avec le résultat attendu dans le cadre du marché.

Il est précisé qu'en cas de groupement, les capacités professionnelles, techniques et financières du groupement sont appréciées de manière globale et non individualisée par membre.

La capacité financière du candidat sera examinée. En application des dispositions des articles R. 2142-6 à R. 2142-9 du CCP, la réalisation d'un **chiffre d'affaires annuel minimal de 1 000 000 euros**, dans le

domaine concerné, est exigé. Ce Chiffre d'affaire est calculé sur la moyenne des trois dernières années précisées au DC2.

L'acheteur éliminera tout candidat ne disposant manifestement pas de capacités techniques et professionnelles pour exécuter l'accord-cadre dont notamment sa **capacité à produire et à fournir 300 articles par semestre quel que soit le lot considéré**.

Les candidatures non recevables seront rejetées.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER RELATIF À LA CANDIDATURE

Le candidat a le choix de présenter sa candidature :

- soit en mode simplifié en utilisant le Document Unique de Marché Européen en sa version électronique, l'e-DUME (article 4.1 ci-dessous) ;
- soit en mode dématérialisé hors e-DUME (article 4.2 ci-dessous).

Quel que soit le choix opéré par le candidat, toutes les pièces de la candidature devront être déposées sur la PLACE au plus tard à la date et à l'heure de réception fixées à l'article 5 du présent règlement de la consultation sous peine d'irrecevabilité.

Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de cet ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

La candidature ainsi que les justificatifs qui l'accompagnent doivent impérativement **être rédigés en langue française**. Les documents remis à l'appui des candidatures dans une autre langue que la langue française doivent être accompagnés d'une traduction en langue française. En cas de contradiction entre les deux documents, la version en langue française fera seule foi.

4.1 Constitution du dossier de candidature simplifiée (e-DUME)

Les candidats peuvent déposer une candidature simplifiée *e-DUME* (Document Unique de Marché Européen). Ils peuvent trouver de l'aide en ligne à cette adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide>

Le dossier doit obligatoirement comporter les éléments suivants :

1. **l'e-DUME « opérateur économique »** créé pour cette consultation sur PLACE (accès via le profil acheteur) ;

NB : Le candidat souhaitant s'appuyer sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique (groupement momentané d'entreprises ou sous traitance) devra fournir pour chacune des entités concernées un formulaire e-DUME distinct.

Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés.

2. Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les informations contenues aux points 3 et 4 ci-dessus doivent être développées pour chacun de ces opérateurs économiques. La totalité de ces informations est obligatoire pour pouvoir juger des capacités du candidat à exécuter l'accord-cadre.

De plus, le candidat doit indiquer le lien ou statut juridique existant (ou non) entre lui et les opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie (exemple : filiale, maison mère, siège social, atelier de production...).

3. **Une attestation sur l'honneur** du candidat relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée, datée et signée ;

Les pièces 2 et 3 devront être déposées en pièces libres sur PLACE au moment du dépôt du pli.

4.2 Présentation de la candidature hors candidature simplifiée (hors DUME)

La constitution **intégrale** de ce dossier de candidature s'impose aux candidats ne souhaitant pas présenter une candidature simplifiée. **L'ensemble des pièces ci-dessous devront être déposées sous un seul dossier au format « zip » non chiffré** sur PLACE au moment du dépôt du pli.

La candidature doit contenir, **en mode de transmission dématérialisée**, les documents suivants :

1. **la lettre de candidature** (imprimé DC1) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, complétée par chaque membre du groupement ;
2. **la déclaration de candidature** (imprimé DC2) complétée par le candidat se présentant seul ou, en cas de candidature groupée, un DC2 pour chaque membre du groupement. Si le candidat est en redressement judiciaire, il adresse la copie du ou des jugements prononcés ;
3. Conformément à l'article R. 2143-12 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. Les informations contenues aux points 3 et 4 ci-dessus doivent être développées pour chacun de ces opérateurs économiques. La totalité de ces informations est obligatoire pour pouvoir juger des capacités du candidat à exécuter l'accord-cadre.
4. **une attestation sur l'honneur** du candidat relative aux mesures restrictives issues du règlement du conseil de l'Union européenne n° 2022/576 du 8 avril 2022. En cas de groupement, une attestation par membre du groupement est requise dûment complétée et signée ;

Les opérateurs économiques établis hors France peuvent produire des certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

QUELLE QUE SOIT LA PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public (article R. 2142-4 du code de la commande publique).

Le dossier de candidature doit permettre de faire ressortir sans ambiguïté, au moyen de tout document, description et précisions jugés probants, la capacité des candidats à exécuter le marché.

ARTICLE 5 - DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

Le pli dématérialisé comprenant la candidature doit parvenir pour le : **Mardi 05 Aout 2025 à 15H00.**

La date et l'heure limites à prendre en compte sont la date et l'heure de réception sur PLACE.

Les plis électroniques reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas ouverts.

NB : l'horodatage officiel de PLACE fait seul foi pour déclarer les candidatures irrecevables.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI DES CANDIDATURES

La candidature doit parvenir dans les délais indiqués à l'article 5 du présent règlement de la consultation, terme impératif. Les documents constitutifs de la candidature mentionnés aux articles 4.1 ou 4.2 ci-dessus doivent être déposés sur PLACE en respectant les modalités décrites ci-dessous.

L'acheteur **impose aux candidats** de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise de sa candidature.

Le candidat doit appliquer la procédure dématérialisée à l'ensemble des documents relatifs à la candidature qu'il transmet à l'acheteur. Aucun pli par voie postale ou par porteur ne sera accepté.

6.1 Transmission des candidatures par voie électronique

Le candidat trouve sur le site www.marches-publics.gouv.fr les modalités d'inscription dans le « Guide d'Utilisation – Utilisateur Opérateur Economique » figurant dans l'encart « aide » du site précité de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Il doit être établi au nom de la personne habilitée à engager la société et être valide au moment de la signature du document.

Seules les données collectées sur le site du portail www.marches-publics.gouv.fr font foi et peuvent être utilisées pour déposer des plis. Les erreurs liées à l'utilisation de données extérieures au site précité peuvent entraîner le rejet de la candidature. L'acheteur décline toute responsabilité du fait d'éventuelles récupérations de fichiers contenant des erreurs.

6.2 Déroulement de la procédure de transmission du pli

Lorsque le candidat envoie son pli électronique, il reçoit en retour un accusé de réception signé par PLACE indiquant la bonne réception du pli en rappelant les caractéristiques essentielles de la consultation. Cet accusé de réception par courrier électronique sert de preuve de dépôt opposable pour le soumissionnaire. Le candidat peut modifier le contenu de son dossier autant de fois que nécessaire tant que la date et l'heure limites de dépôt ne sont pas dépassées. Cependant et dans ce cas, il doit déposer **à chaque fois**, un dossier complet contenant l'intégralité des documents. Les précédents envois seront rejetés par l'acheteur, sans être ouverts.

Les dossiers électroniques parvenus hors délai seront effacés des fichiers de l'acheteur sans avoir été lus. Le candidat en sera informé.

6.3 Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat est encouragé à effectuer une copie de sauvegarde sur support électronique (**clé USB**). Cette copie du pli est destinée à se substituer en cas d'anomalie au dossier de candidature transmis par voie électronique à l'acheteur.

Cette copie de sauvegarde parvient à la PFC Rambouillet en courrier recommandé avec avis de réception dans **les délais impartis pour la remise des plis**. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'il est détecté un virus par l'acheteur lors de la transmission du pli électronique ;
- en cas de défaillance du système informatique supportant la dématérialisation.

En cas d'envoi d'une copie de sauvegarde, celle-ci est placée dans un pli scellé à affranchir comportant la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE » avec les références précises de l'appel d'offre et le nom du soumissionnaire.

Expéditeur : société _____

DCE DAF N°_2025_000483

OBJET : Fourniture de tentes tactiques équipées d'un poêle pour soutenir les unités dans le combat en zone froide et grand froid

L'adresse pour l'envoi de la copie de sauvegarde est la suivante :

Monsieur le directeur de la PFC Rambouillet
Division Achats Publics / Section Matériel
11, rue de Groussay
CS 70106 - 78513 Rambouillet Cedex

ARTICLE 7 - GROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET SOUS-TRAITANCE

7.1 Candidatures présentées par un groupement d'entreprise

Conformément à l'article R. 2342-12, les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature en cotraitance sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire. Si le groupement est conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

Les candidats ont l'interdiction de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre.

Toutefois, la composition du groupement peut être modifiée jusqu'à la date de signature de l'accord-cadre dans deux hypothèses seulement (cf. article R. 2342-14 du code de la commande publique) :

- en cas d'opérations de restructuration de société (notamment de rachat, de fusion, ou d'acquisition) ou ,
- si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait.

Dans ces cas, le candidat peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs sous-traitants.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale et non individualisée par membre.

7.2 Dispositions relatives aux sous-traitants

Les soumissionnaires sont libres de recourir à un sous-traitant.

Dans le cas d'une candidature faisant état des capacités professionnelles, techniques et financières d'un sous-traitant, le dossier de candidature doit permettre d'établir que le candidat en disposera pour l'exécution du marché (article R. 2143-12 du code de la commande publique). Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat devra indiquer le nom, la nature et le montant des prestations qui seront sous-traitées à cet opérateur économique.

Le sous-traitant doit être déclaré, soit lors du dépôt de l'offre, soit en cours d'exécution du marché.

Le contrat de sous-traitance doit avoir pour support un contrat d'entreprise (au sens du code civil) et non un simple contrat de vente.

ARTICLE 8 - QUESTIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute question devra parvenir à la Plate-Forme Commissariat de Rambouillet via PLACE, au plus tard **10 (dix)** jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures. Les réponses et renseignements complémentaires sont publiés sur PLACE, au plus tard **6 (six)** jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le soumissionnaire ne pourra s'en prévaloir pour faire reporter les délais de réception des candidatures.

ARTICLE 9 - CHOIX DES CANDIDATS INVITÉS A DÉPOSER UNE OFFRE

Après avoir analysé le dossier de candidature de chaque candidat selon les modalités définies à l'article 3 du présent règlement de consultation, l'acheteur dresse la liste des candidats invités à déposer une offre. Les candidatures déclarées irrecevables après l'application des dispositions de l'article R. 2144-1 seront rejetées sans délai.

L'acheteur adresse le dossier de consultation des entreprises (DCE) aux seuls candidats admis à présenter une offre par voie électronique via PLACE.

ARTICLE 10 - PROCÉDURE DE RECOURS

10.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

En cas de litige relatif à la procédure en cours, la loi française est seule applicable.

Les tribunaux français sont seuls compétents. S'agissant de la consultation en cours, les coordonnées du tribunal administratif de Versailles sont :

Greffe du tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78 011 VERSAILLES

Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://www.telerecours.fr>

10.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffe du tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
78 011 VERSAILLES

Téléphone : +33 139205400 – Télécopie : +33 139205890

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Adresse internet (URL) : <http://ta-versailles.juradm.fr>